



Independent observer
of the Global Fund

Des progrès en RDC pour répondre aux besoins des femmes et des filles

La République démocratique du Congo (RDC) est en train de réaliser des progrès pour résoudre les problèmes que les femmes et les jeunes filles rencontrent pour accéder aux services liés au VIH.

Bien qu'il y ait eu quelques succès – comme par exemple un plus grand nombre de femmes qui ont accédé aux antirétroviraux (ARV) – de nombreux défis demeurent, notamment en matière de prévention. Une combinaison de facteurs culturels, comportementaux et sociaux limitent l'accès des femmes et des filles aux services de prévention du VIH. En 2014, la RDC était à la 149^e place (sur 155 pays) sur l'[indice d'inégalité](#) fondée sur le sexe du PNUD.

Selon la note conceptuelle présentée par la RDC, les femmes sont victimes de violence sexuelle ou physique de la part leurs maris ou partenaires, et de pratiques traditionnelles néfastes telles que le lévirat (pratique selon laquelle un homme est obligé d'épouser la veuve de son frère). La RDC est l'un des 22 pays où 90% des besoins des femmes enceintes en matière de prévention de transmission du VIH de la mère à l'enfant ne sont pas remplis. La prévalence du VIH chez les femmes est demeuré inchangé entre 2007 et 2013 (1,6%), tandis que pour les hommes, elle a légèrement baissé (de 0,9% à 0,6%). La prévalence du VIH parmi les travailleurs du sexe est de 6,9%.

En outre, dans les zones de conflit, le viol est fréquemment utilisé comme une arme de guerre par des groupes armés.

Entre 2010 et 2014, le pourcentage de femmes en RDC vivant avec le VIH qui ont accédé à un traitement a augmenté de 11% à 28%.

Note conceptuelle

Le Fonds mondial a examiné une note conceptuelle relative au VIH développée par l'Instance nationale de coordination (ICN) en janvier 2014. (La RDC était un candidat au début de la phase de transition du nouveau modèle de financement.) Le Comité technique d'examen des propositions (CTEP) et le Comité d'approbation des subventions (CAS) ont renvoyé la proposition, demandant que le pays présente une nouvelle note conceptuelle intégrant les dimensions TB et VIH pour favoriser une plus grande intégration des services ainsi que la collaboration entre les partenaires. Une note conceptuelle intégrée TB / VIH a été présentée en août 2014.

Au cours du dialogue national qui a précédé la présentation de la note conceptuelle intégrée TB/VIH, l'ICN a décidé qu'il restait encore beaucoup à faire pour réduire les nouvelles infections et le taux de mortalité chez les femmes (et les populations clés).

La demande de financement intégrée comprenait des modules spécifiquement sur la prévention de la transmission mère-enfant et sur la prévention pour les travailleurs du sexe. En outre, les interventions transversales sur le genre et les droits humains ont été incluses. La section sur les droits humains contient les stratégies suivantes:

- la création d'un environnement plus favorable pour les personnes vivant avec le VIH et les travailleurs du sexe (entre autres) ;
- La prise en charge psychosociale pour les personnes vulnérables, en mettant l'accent sur le cadre juridique et législatif, impliquant une révision et des réformes législatives, réglementaires et politiques ; et
- la sensibilisation des législateurs et du personnel policier et pénitentiaire concernant la disponibilité des services juridiques spécifiques au VIH.

Les activités suivantes ciblant les femmes et les filles en particulier ont également été incluses dans la note conceptuelle:

- promouvoir une plus grande autonomisation des femmes ;
- renforcer les capacités des femmes à négocier et à prendre leurs propres décisions ; et
- lobbying pour promouvoir le leadership féminin.

Quand il a examiné la note conceptuelle, le CAS a demandé que, pendant le processus de demandes de subventions le pays mette un accent particulier sur les questions des femmes et des filles, et intègre mieux les activités traitant de la violence fondée sur le genre lors de la conception de ses programmes. Le CAS a également demandé à ce que les plans opérationnels soient élaborés pour les populations clés, y compris les personnes transgenres et les travailleurs du sexe.

Au cours de l'octroi de subventions, l'ICN a demandé le soutien de plusieurs consultants nationaux et internationaux, y compris Enda Santé Dakar et l'Université John Hopkins, pour aider le pays à répondre aux recommandations du CAS. Les consultants ont été chargés de la réalisation d'un exercice impliquant la cartographie et l'estimation de la taille des populations clés.

Thérèse Omari, membre de l'ICN, a déclaré à Aidspace que « après plusieurs consultations, et en fonction de notre contexte national, nous avons décidé de renforcer la composante communautaire afin d'améliorer et d'élargir les services de qualité relatifs au VIH / SIDA pour les populations clés, y compris les femmes et les filles. » Mme Omari a déclaré que cette stratégie permettrait également à la RDC d'aborder les questions de stigmatisation, de discrimination et de violence contre les populations clés. « En fin de compte », dit-elle, « nous cherchons à créer des prestations de services de qualité qui conduisent à une augmentation du dépistage du VIH, à l'amélioration des liens avec les services de prévention et de traitement du VIH. »

Afin de renforcer la composante communautaire, une forte relation de collaboration avec les principaux organismes communautaires dirigés par les populations sera développé.

Selon l'une des confirmations de subventions, il y a trois récipiendaires principaux (PR) chargés de la mise en œuvre des programmes VIH en RDC: le ministère de la Santé ainsi que SANRU et Cordaid, les deux ONG. Le ministère de la Santé est responsable de la formation et du suivi du personnel de santé, de la mise en œuvre d'un plan d'assistance technique, et de mener certaines des études de recherche. SANRU et Cordaid se concentrent sur les activités de prévention et de traitement ; ainsi que de l'achat, du transport et de la livraison des produits de santé.

Les subventions à SANRU et Cordaid devait démarré le 1 juillet 2015. Aidspace n'a pas été en mesure de trouver trace sur le site web du Fonds mondial d'une subvention VIH en cours pour laquelle le PR était le Ministère de la santé.

Mise en œuvre de la subvention

Les sous-bénéficiaires des subventions SANRU et Cordaid ont tous été sélectionnés. Ils ont terminé le recrutement du personnel supplémentaire au sein de leurs organisations, et l'acquisition d'équipements tels que les véhicules. La formation des personnes en charge d'éducation par les pairs est en cours.

La cartographie des populations clés et l'estimation de leur taille a été réalisée dans la ville de Kinshasa. Ce travail continuera dans quatre autres provinces (Kasai-Oriental, Katanga, Maniema et Orientale).

Un programme pilote pour les adolescentes a été établi. Il vise à réduire la violence fondée sur le sexe. Il sera mis en œuvre dans les mêmes localités mentionnées plus haut (y compris la zone de conflit dans le Maniema et la province Orientale). Les principales activités comprennent: la création de centres d'amitié pour les adolescentes qui leur permettront, sous la direction d'un mentor, de discuter de leurs expériences, de partager des informations et de développer l'estime de soi ; des activités d'information et d'éducation, y compris de communication pour le changement de comportement ; la distribution de préservatifs; et l'organisation de groupes de soutien psychosocial pour les femmes qui ont été victimes de violence sexuelle.

Cordaid et SANRU, qui ont de l'expérience dans la mise en œuvre des actions humanitaires, travailleront avec des organisations communautaires pour contribuer à réduire le risque de maladies sexuellement transmissibles – VIH et autres infections – ainsi qu'à tester des personnes potentiellement infectées par le VIH et de diriger celles qui sont testées positives vers un traitement ARV.

[Read More](#)
